



Conseil d'administration

347^e session, Genève, 13-23 mars 2023

Section institutionnelle

INS

Date: 23 février 2023

Original: anglais

Dix-huitième question à l'ordre du jour

Rapport du Directeur général

Rapport périodique

Objet du document

Le présent document contient un résumé des informations que le Directeur général souhaite communiquer au Conseil d'administration au sujet de la composition de l'Organisation, de l'évolution de la législation internationale du travail et de l'administration interne, ainsi que des publications et documents, comme il est indiqué dans la table des matières (voir le projet de décision au paragraphe 15).

Objectif stratégique pertinent: Sans objet.

Principal résultat: Résultat facilitateur B: Gouvernance efficace et efficiente de l'Organisation.

Incidences sur le plan des politiques: Aucune.

Incidences juridiques: Aucune.

Incidences financières: Aucune.

Suivi nécessaire: Aucun.

Unité auteur: Département des relations, des réunions et des documents officiels (RELMEETINGS).

Documents connexes: Aucun.

▶ Table des matières

	Page
I. Composition de l'Organisation	5
II. Progrès de la législation internationale du travail	5
III. Administration interne.....	6
IV. Publications et documents.....	9
Projet de décision	13

► Composition de l'Organisation

1. La composition de l'Organisation n'a pas changé durant la période à l'examen.

► II. Progrès de la législation internationale du travail

Ratifications de conventions

2. Depuis les informations soumises à la 346^e session (octobre-novembre 2022) du Conseil d'administration, le Directeur général a enregistré, jusqu'au 1^{er} février 2023, les **10** ratifications suivantes de conventions internationales du travail.

État Membre	Date de ratification	Instrument
Bahamas	30 novembre 2022	<ul style="list-style-type: none"> • Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983 • Convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019
Barbade	1 ^{er} septembre 2022	<ul style="list-style-type: none"> • Convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019
Botswana	22 décembre 2022	<ul style="list-style-type: none"> • Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 • Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969
Canada	30 janvier 2023	<ul style="list-style-type: none"> • Convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019
Irlande	12 janvier 2023	<ul style="list-style-type: none"> • Convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019
Nigéria	8 novembre 2022	<ul style="list-style-type: none"> • Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006 • Convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019
Panama	1 ^{er} novembre 2022	<ul style="list-style-type: none"> • Convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019

Ratifications/acceptations de l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du travail, 1986

3. Depuis la préparation du document présenté à la 346^e session (octobre-novembre 2022) du Conseil d'administration, le Directeur général a reçu les ratifications suivantes de l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 1986:

Gambie	Ratification	8 novembre 2022
Sao Tomé-et-Principe	Ratification	8 novembre 2022
Samoa	Ratification	8 novembre 2022

4. Le nombre total des ratifications et acceptations est donc désormais au nombre de **125**, dont 2 émanent d'États ayant l'importance industrielle la plus considérable. Par conséquent, 3 ratifications supplémentaires, provenant uniquement d'États ayant l'importance industrielle la plus considérable, sont nécessaires pour que l'instrument entre en vigueur ¹.

► III. Administration interne

5. L'article 4.2 *d*) du Statut du personnel dispose ce qui suit:

Les emplois vacants dans la catégorie des directeurs et des administrateurs principaux sont pourvus par le Directeur général par voie de transfert sans changement de grade, de promotion ou de nomination. Sauf dans le cas où elles visent les emplois vacants dans les projets de coopération technique, ces promotions ou ces nominations sont portées à la connaissance du Conseil d'administration, avec un exposé succinct des aptitudes des personnes ainsi promues ou nommées.

6. Les nominations ci-dessous sont ainsi portées à la connaissance du Conseil d'administration:

M. Chad Jason Blackman (Barbade)

Nommé conseiller principal au Cabinet du Directeur général (CABINET) au grade D.1, à compter du 1^{er} octobre 2022.

Né en 1982, M. Blackman est spécialiste en droit du commerce international et membre associé du Chartered Institute of Arbitrators. Il est titulaire d'une Licence en droit et d'un master en droit du commerce international de l'Université d'Essex (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

De 2018 à 2022, M. Blackman exerce les fonctions d'ambassadeur de la Barbade auprès de l'Organisation mondiale du commerce, de représentant permanent de la Barbade auprès des Offices des Nations Unies à Genève, Rome et Vienne, et d'ambassadeur de la Barbade en Autriche, en Hongrie, en Serbie et en Suisse. Il a également présidé le chapitre de Genève du G77 et de la Chine et rempli les rôles de coordonnateur du groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes à l'OIT et de coordonnateur des petits États insulaires en développement à Genève.

La carrière de M. Blackman s'étend sur une quinzaine d'années. Au cours de cette période, il a acquis une vaste expérience dans les domaines du développement international, du commerce, de la durabilité, des questions environnementales, des politiques publiques, ainsi que de l'égalité entre hommes et femmes en tant que membre du Conseil mondial du Réseau international des champions de la parité des Nations Unies (United Nations International Gender Champions). M. Blackman possède une grande expérience des relations diplomatiques multilatérales et bilatérales et des négociations de haut niveau.

¹ Conformément aux dispositions de l'article 36 de la Constitution de l'OIT, les amendements à la Constitution de l'OIT entrent en vigueur lorsqu'ils ont été ratifiés ou acceptés par les deux tiers des États Membres, dont au moins 5 des 10 Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable. L'Organisation comptant actuellement 187 États Membres, l'Instrument d'amendement de 1986 doit être ratifié ou accepté par 125 d'entre eux.

M. Maurizio Bussi (Italie)

Nommé directeur du programme d'action prioritaire Travail décent dans les situations de crise ou d'après-crise, à compter du 1^{er} janvier 2023. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 2012.

M^{me} Sukti Dasgupta (Inde)

Nommée directrice du Département des conditions de travail et de l'égalité (WORKQUALITY) et promue au grade D.2, à compter du 15 mars 2023. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2016.

M^{me} Raquel Gonzalez (Espagne)

Nommée conseillère principale au Cabinet du Directeur général (CABINET) au grade D.1, à compter du 1^{er} octobre 2022.

Née en 1969, M^{me} Gonzalez est titulaire d'un diplôme en relations internationales de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève.

Avant de rejoindre le BIT, M^{me} Gonzalez a travaillé pour l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois, une fédération syndicale internationale, où elle était chargée de programmes de développement des capacités. Elle a ensuite rejoint le bureau de la Confédération syndicale internationale (CSI) à Genève, en tant que directrice adjointe, puis directrice.

En parallèle, M^{me} Gonzalez assume le rôle de secrétaire du groupe des travailleurs à l'OIT et participe activement aux sessions du Conseil d'administration et de la Conférence internationale du Travail, ainsi qu'à de nombreuses réunions portant sur un large éventail de questions liées au travail. Elle a notamment occupé ce poste au sein des commissions ayant conduit à l'adoption de la Déclaration du centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail en 2019, et de l'Appel mondial à l'action en vue d'une reprise centrée sur l'humain qui soit inclusive, durable et résiliente pour sortir de la crise du COVID-19 en 2021. En 2022, elle prend également part aux discussions tripartites qui mènent à l'amendement de la Déclaration de 1998 de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, portant reconnaissance d'un milieu de travail sûr et salubre en tant que cinquième catégorie de principes et droits fondamentaux au travail.

M^{me} Gonzalez possède une grande expérience du travail avec les mandants tripartites dans un environnement multiculturel.

M. Moustapha Kamal Gueye (Sénégal)

Nommé directeur du programme d'action prioritaire Transitions justes vers des économies et des sociétés écologiquement durables et promu au grade D.1, à compter du 1^{er} mars 2023.

Né en 1970, M. Gueye est titulaire d'un doctorat en études de la coopération internationale de l'Université de Nagoya (Japon), d'un diplôme d'études approfondies et d'un master en droit de l'Université de Dakar (Sénégal), et de certificats de haut niveau de l'Université Columbia et de l'Institut de la Banque mondiale (États-Unis d'Amérique), de la Fondation pour les études supérieures sur le développement international (Japon) et de l'Integrated Research and Action for Development (Inde).

M. Gueye a débuté sa carrière en tant que consultant pour l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en Afrique occidentale. Il travaille ensuite pendant douze ans en Asie pour le compte de l'Institut pour les stratégies environnementales mondiales, basé au Japon. À Genève, il occupe le poste de chef des services consultatifs sur l'économie verte au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et celui de gestionnaire de programme principal au Centre international pour le commerce et le développement durable. M. Gueye entre au BIT en 2012 en tant que chef de l'Unité des emplois verts.

Il représente l'OIT au sein de l'Équipe de soutien sur les changements climatiques du Secrétaire général des Nations Unies et siège dans plusieurs conseils d'administration et comités directeurs, notamment à l'Organisation de coopération et de développement économiques au sein du Comité directeur du Cadre inclusif et équitable pour une transition juste des pays en développement riches en ressources naturelles vers des économies sobres en carbone, et au PNUE dans le cadre de l'initiative Global Environment Outlook for Business (L'avenir de l'environnement mondial pour les entreprises). En outre, il préside le groupe de travail sur les emplois dans le domaine de l'énergie durable à l'Agence internationale pour les énergies renouvelables.

M. Emmanuel Julien (France)

Nommé directeur adjoint du Bureau régional de l'OIT pour l'Europe et l'Asie centrale (BR-Europe et Asie centrale), à compter du 1^{er} janvier 2023. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 2014.

M^{me} Sana Kahlaoui de Baudinet de Courcelles (France)

Nommée conseillère principale pour les initiatives spéciales au Cabinet du Directeur général (CABINET) au grade D.2, à compter du 1^{er} octobre 2022.

Née en 1982, M^{me} de Courcelles est titulaire d'un master en gestion publique et communication politique, ainsi que d'un master en ressources humaines, communication et marketing du CELSA, Université de la Sorbonne, Paris (France). Elle est également titulaire de certificats de haut niveau de l'Institut français des administrateurs et de l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po).

M^{me} de Courcelles a occupé différentes fonctions dans le domaine du conseil, de la diplomatie et de la gestion dans les secteurs public et privé en France et dans des organisations internationales à Genève. Elle a notamment travaillé au sein du bureau du sous-directeur général chargé des systèmes de santé et de l'innovation à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Genève. En outre, elle a travaillé au sein du cabinet du ministre français de la Fonction publique et de la Réforme de l'État, ainsi qu'au Commissariat général à l'investissement sous l'autorité du Premier ministre français.

De 2016 à 2019, elle occupe les fonctions de directrice exécutive et de professeure affiliée à l'École d'affaires publiques de Sciences Po à Paris, en France. Avant d'entrer au BIT, elle était conseillère chargée des questions de santé à la mission permanente de la France auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, et envoyée spéciale du gouvernement français dans le cadre de la réponse internationale à la pandémie de COVID-19.

M^{me} Rie Vejs Kjeldgaard (Danemark)

Nommée directrice du Département des entreprises durables, de la productivité et de la transition juste, à compter du 1^{er} janvier 2023. Sa promotion au grade D.2 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en octobre 2017.

M. Christophe Perrin (France)

Nommé directeur du Centre international de formation de l'OIT à Turin (CIF-OIT), à compter du 1^{er} avril 2023. Sa promotion au grade D.2 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 2012.

Né en 1968, M. Perrin est diplômé de l'Université Paris I-Sorbonne (diplôme d'études supérieures spécialisées en sciences politiques, option développement et coopération).

M. Perrin a débuté sa carrière en qualité de consultant au sein du Bureau régional des sciences humaines et sociales de l'UNESCO pour l'Amérique latine et les Caraïbes à Caracas. Il a par la suite travaillé pour le gouvernement français, au sein du Cabinet du ministre d'État chargé de la défense. Avant d'entrer au BIT, M. Perrin a travaillé au Secrétariat des Nations Unies à New York en tant que membre du secrétariat du Sommet mondial pour le développement social au sein du Département de la coordination des politiques et du développement durable.

Il entre au BIT en 1996 au poste de responsable des relations extérieures au sein du Bureau des relations interorganisations (REINT). En 1998, il est affecté au Programme international pour l'élimination du travail des enfants (IPEC) en tant que responsable de programmes pour les pays d'Asie du Sud. En 1999, il est nommé coordonnateur des affaires interagences au sein du Bureau des relations externes et des partenariats (EXREL).

De 2003 à 2010, M. Perrin travaille au sein du Cabinet du Directeur général (CABINET) en qualité de conseiller pour l'Europe et l'Asie centrale. De 2010 à 2012, il occupe le poste de chef du Service des relations officielles (RELOFF) avant de devenir directeur du Département des relations, des réunions et des documents officiels (RELMEETINGS). En 2016, il est nommé directeur du Département de la coopération multilatérale (MULTILATERALS).

M. Daniel Rees (Royaume-Uni)

Nommé directeur du programme d'action prioritaire Résultats en matière de travail décent dans les chaînes d'approvisionnement, à compter du 1^{er} mars 2023. Sa nomination au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en octobre 2013.

M^{me} Dagmar Walter (Suède)

Nommée conseillère principale du Département de la recherche (RESEARCH), à compter du 1^{er} janvier 2023. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en octobre-novembre 2018.

► IV. Publications et documents

7. Les rapports et les documents concernant les réunions officielles du BIT sont disponibles sur les pages Web des réunions concernées:

[Conférence internationale du Travail](#)

[Réunions régionales](#)

[Réunions sectorielles](#)

8. Les publications périodiques suivantes sont parues ou sont sous presse, dans les langues indiquées, depuis la 344^e session (mars 2022) du Conseil d'administration:

Revue internationale du Travail, vol. 161 (2022), n^{os} 1 à 4 (anglais et français), et vol. 141, n^{os} 1 à 4 (espagnol).

Journal international de recherche syndicale, vol. 11, n^o 1-2. *Revitalisation des syndicats: Organiser les nouvelles formes de travail y compris les travailleurs des plateformes numériques* (anglais, français et espagnol).

9. Les ouvrages en anglais, en français et en espagnol ci-après ont été publiés à la vente, ou sont sous presse, depuis la 344^e session (mars 2022) du Conseil d'administration.

Anglais

Asia-Pacific Employment and Social Outlook 2022.

Care at work: Investing in care leave and services for a more gender equal world of work.

Greening enterprises: Transforming processes and workplaces.

Global Employment Policy Review 2023.

Global Wage Report 2022-23: The impact of COVID-19 and inflation on wages and purchasing power.

Social Dialogue Report 2022: Collective bargaining for an inclusive, sustainable and resilient recovery.

Working time and work-life balance around the world.

World Employment and Social Outlook 2023: Valuing the essential.

World Employment and Social Outlook: Trends 2023.

Français

Emploi et questions sociales dans le monde: Tendances 2022.

Rapport mondial sur la protection sociale 2020-2022: La protection sociale à la croisée des chemins – bâtir un avenir meilleur.

Rapport sur le dialogue social 2022: La négociation collective pour une reprise inclusive, durable et résiliente.

Soin à autrui au travail: Investir dans les congés et services de soin à autrui pour plus d'égalité de genre dans le monde du travail.

Espagnol

Informe sobre el Diálogo Social 2022: La negociación colectiva en aras de una recuperación inclusiva, sostenible y resiliente.

Informe Mundial sobre la Protección Social 2020-22: La protección social en la encrucijada – en busca de un futuro mejor.

Los cuidados en el trabajo: Invertir en licencias y servicios de cuidados para una mayor igualdad en el mundo del trabajo.

Perspectivas Sociales y del Empleo en el Mundo: Tendencias 2022.

10. Des rapports phares ont été publiés dans les langues suivantes en plus des trois langues de travail de l'OIT:
- Rapport mondial sur les salaires 2020-21: Salaires et salaire minimum au temps du COVID-19* (serbe).
- Rapport mondial sur la protection sociale 2020-2022: La protection sociale à la croisée des chemins – bâtir un avenir meilleur* (portugais).
11. D'autres publications gratuites peuvent être consultées sur les pages Web des départements techniques et des bureaux extérieurs (dans les langues officielles et autres langues).

Accords de licence passés avec des éditeurs et des distributeurs commerciaux ou à but non lucratif

12. Afin d'accroître l'impact des produits du savoir de l'OIT et d'atteindre un public diversifié partout dans le monde, l'Unité de la publication (PUBL) du Département de la communication et de l'information du public (DCOMM) collabore étroitement avec des éditeurs et des partenaires extérieurs pour faire paraître des traductions, des coéditions et d'autres éditions sous licence. Ces ouvrages sont publiés sous forme papier et/ou électronique, à la fois à des fins commerciales et de distribution gratuite.
13. Les accords de licence ci-après ont été conclus depuis la 344^e session (mars 2022) du Conseil d'administration.

Titre	Éditeur/organisme
Traductions	
Rapports phares du BIT	
<i>World Employment and Social Outlook: Trends 2022</i> (en chinois)	Economic Science Press, Chine
<i>Social Dialogue Report 2022: Collective bargaining for an inclusive, sustainable and resilient recovery</i> (en chinois)	Economic Science Press, Chine
<i>World Employment and Social Outlook: Trends 2022</i> (en japonais)	Ittosha Incorporated, Japon
<i>Social Dialogue Report 2022: Collective bargaining for an inclusive, sustainable and resilient recovery</i> (en japonais)	Ittosha Incorporated, Japon
Guides, manuels et autres publications	
<i>Dealing with crises arising from conflicts and disasters</i> (en arabe)	Arab Institute for Occupational Safety and Health, République arabe syrienne
<i>Fire risk management. Second revised edition</i> (en arabe)	Arab Institute for Occupational Safety and Health, République arabe syrienne
<i>Principles and guidelines for human factors/ergonomics(HFE) design and management of work systems</i> (en arabe)	Arab Institute for Occupational Safety and Health, République arabe syrienne
<i>SOLVE. Integrating health promotion into workplace OSH policies</i> (en chinois)	Chinese Academy of Medical Science/ Peking Union Medical College, Chine
<i>Diagnostic and exposure criteria for occupational diseases: Guidance notes for diagnosis and prevention of the diseases in</i>	Chinese Academy of Medical Science/ Peking Union Medical College, Chine

Titre	Éditeur/organisme
<i>the ILO List of Occupational Diseases (revised 2010)</i> (en chinois)	
<i>Working on a warmer planet: The impact of heat stress on labour productivity and decent work</i> (en chinois)	North China Electric Power University, Chine
<i>Skills development and lifelong learning: Resource guide for workers' organizations</i> (en tchèque)	Czech-Moravian Confederation of Trade Unions, Tchéquie
<i>Guidelines for a just transition towards environmentally sustainable economies and societies for all</i> (en tchèque)	Czech-Moravian Confederation of Trade Unions, Tchéquie
<i>Safety and health in ports: ILO code of practice (Revised 2016)</i> (en italien)	Istituto Nazionale per l'Assicurazione contro gli Infortuni sul Lavoro (INAIL), Italie
<i>Ergonomic checkpoints in agriculture: Practical and easy-to-implement solutions for improving safety, health and working conditions in agriculture. Second edition</i> (en japonais)	Institution for Farm Accident Prevention Research (JFAPR), Japon
<i>Work Improvements in Small Construction Sites (WISCON): Action manual for improving safety, health and working conditions on small construction sites, designed for employers, supervisors and workers</i> (en japonais)	Ohara Memorial Institute for Science of Labour, Japon
<i>Audit matrix for the ILO guidelines on Occupational Safety and Health Management Systems (ILO-OSH 2001)</i> (en coréen)	M. Song Hee Youl, avocat en droit du travail et consultant en contrôle de gestion, République de Corée
<i>Reversing pension privatizations: Rebuilding public pension systems in Eastern Europe and Latin America</i> (en coréen)	Korean Public Service and Transport Workers' Union, République de Corée
<i>How to work in the green economy? Guide for young people, job seekers and those who support them</i> (en slovaque)	Euroguidance Centre, Slovaquie
<i>Wage-led growth. Concept, theories and policies</i> (en espagnol)	El Fondo de Cultura Económica, Mexique
Réimpressions	
<i>Managing disability in the workplace. ILO code of practice</i> (réimpression, en bahasa indonésien)	Dinas Ketenagakerjaan, Indonésie
<i>Compendium of maritime labour instruments: Third revised edition</i> (en anglais)	Voyager Worldwide Pte Ltd, Singapour
Coéditions	
Les ouvrages ci-après ont été publiés en collaboration avec des partenaires externes. Ils sont diffusés à la fois via les chaînes de distribution du BIT et via celles de ces partenaires	
<i>Bilan de l'application de la loi 2015-031, portant incrimination de l'esclavage et réprimant les pratiques esclavagistes en Mauritanie</i> (en français)	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Mauritanie

Titre	Éditeur/organisme
<i>Futur de la diversité</i> (en français)	Presses de l'Université du Québec, Canada
<i>Building better Technical and Vocational Education and Training (TVET) systems</i> (en anglais)	Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, États-Unis d'Amérique
<i>Comprehensive mapping and assessment of reintegration measures in South Asian Colombo Process Member States</i> (en anglais)	Organisation internationale pour les migrations, Suisse
<i>Contribution of the forest sector to total employment in national economies</i> (en anglais)	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Italie
<i>UN collaboration on social protection: Reaching consensus on how to accelerate social protection systems building</i> (en anglais)	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Italie
<i>Decent work in nature-based solutions 2022</i> (English edition)	United Nations Environment Programme, Kenya
<i>Equipping health workers with the right skills: Skills anticipation in the health workforce</i> (English edition)	Organisation for Economic Co-operation and Development, France
<i>In search of a new social contract</i> (English edition)	Organisation for Economic Co-operation and Development, France
<i>Handbook on measuring digital platform employment and work</i> (English edition)	Organisation for Economic Co-operation and Development, France
<i>Labor migration in Asia: Covid-19 impacts, challenges and policy responses</i> (English edition)	Asian Development Bank Institute, Japan
<i>More than a billion reasons. The urgent need to build universal social protection for children</i> (English edition)	United Nations Children's Fund (UNICEF), United States

14. Le BIT diffuse aussi ses produits du savoir sous licence par l'intermédiaire de plusieurs plateformes numériques de distribution et agrégateurs électroniques.

► Projet de décision

15. Le Conseil d'administration prend note des informations contenues dans le document GB.347/INS/18 concernant la composition de l'Organisation, les progrès de la législation internationale du travail, l'administration interne, ainsi que les publications et documents.